Réunion du Réseau des jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Virtuel
6 mars 2025

Délégation québécoise

- M[me] Madwa-Nika Cadet (Bourassa-Sauvé), députée et 2[e] vice-présidente du Réseau des jeunes parlementaires de l'APF
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Contexte

L'APF est composée de 95 sections membres. Elle s'est dotée en juillet 2018 d'un Réseau des jeunes parlementaires dont la section du Québec occupe la 2[e] vice-présidence. Lors de la réunion du comité directeur du Réseau, le 7 novembre 2024, il a été décidé de tenir des réunions plus régulièrement afin de dynamiser les échanges entre les jeunes parlementaires. Dans cette optique, le Réseau des jeunes parlementaires a convenu de se réunir virtuellement le 6 mars 2025.

Objectifs et résultats

Faire le point sur les thématiques à l'étude au sein du Réseau et préparer la prochaine réunion du Réseau à Québec.

- La 2[e] vice-présidente du Réseau (Québec) a présenté le programme préliminaire de la réunion du Réseau prévue à Québec, du 19 au 21 mai 2025. Elle a souligné qu'une séance de travail conjointe avec le Réseau des femmes parlementaires et qu'une visite terrain d'un organisme jeunesse étaient en cours de préparation. La députée québécoise a aussi invité les membres du Réseau à assister au 2[e] Sommet des Présidentes d'Assemblée et de leurs alliés qui abordera les thèmes de la place des femmes dans les instances décisionnelles, de la violence envers les femmes en politique et du renforcement de leur capacité d'action.

La présidente du Réseau (France) a réitéré l'importance de créer des espaces de dialogue entre les deux réseaux de l'APF, indiquant que la séance conjointe portera sur le mentorat et les quotas.

- La présidente a rappelé que la section française effectuera un suivi de son rapport sur l'accès à la parentalité des hommes et des femmes en politique dans le cadre de la réunion de Québec. La section québécoise fera de même avec son rapport sur l'employabilité de la jeunesse francophone. La présidente a invité les rapporteurs des régions Amérique, Asie-Pacifique et Europe à présenter leurs nouveaux thèmes d'étude lors de la prochaine réunion. Elle a d'ailleurs suggéré qu'un des rapporteurs se penche sur le thème du rôle des jeunes dans la lutte aux changements climatiques, et ce, en collaboration avec la Commission des affaires économiques, sociales et environnementales de l'APF.

- La présidente du Réseau a présenté le projet d'ordre du jour des travaux de la réunion intersessionnelle, soulignant qu'il y aura des auditions avec la Direction régionale Amériques de l'Agence universitaire de la Francophonie et la Représentante de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dans les Amériques. Une formation de l'institut de la Francophonie pour le développement durable est aussi envisagée. La 2e vice-présidente et députée du Québec a suggéré d'ajouter au projet d'ordre du jour une présentation de la Commission spéciale sur les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes (CSESJ). La proposition a été reçue favorablement par l'ensemble des membres.

- Le 1er vice-président du Réseau (Congo) a proposé d'étudier le thème de l'usage illicite des psychotropes et des stupéfiants. La rapporteure Amérique (Canada) a indiqué que le Canada faisait face à une crise des surdoses, et qu'il serait pertinent de discuter de cet enjeu au Réseau.

Échanger sur la place des jeunes au sein des parlements de l'APF.

- Les membres ont discuté de la composition de leurs parlements respectifs, et de la place que les jeunes y occupaient. La 2e vice-présidente du Réseau a brossé un portrait de l'Assemblée nationale du Québec à l'ouverture de la 43e législature, le 29 novembre 2022. Elle a indiqué que le parlement québécois comptait alors 11 parlementaires de 35 ans et moins et 10 parlementaires entre 36 et 40 ans, pour un total de 11 femmes et 10 hommes.

- La 2e vice-présidente a ensuite présenté le Cercle des jeunes parlementaires de l'Assemblée, une entité non partisane qui réunit tous les parlementaires de 40 ans et moins. Le Cercle a pour objectifs de favoriser l'implication des jeunes dans les institutions démocratiques, d'encourager la relève politique, de défendre les intérêts des jeunes parlementaires et de permettre une meilleure représentativité de la population québécoise à l'Assemblée nationale. La 2e vice-présidente a mentionné que le Cercle se penchait actuellement sur l'enjeu de la conciliation travail-famille.

Effectuer un retour sur la réunion intersessionnelle du Bureau de l'APF à Can Tho (Vietnam), en janvier 2025.

- Le 1er vice-président a fait état de sa participation à la réunion du Bureau de l'APF. Il a indiqué que le rapport d'activité du Réseau avait été bien accueilli par les membres du Bureau, qui ont d'ailleurs souligné l'important travail réalisé par les deux rapporteurs du Réseau dans l'élaboration de l'Avis de l'APF sur la mobilité citoyenne dans l'espace francophone. Il a aussi informé les membres du Réseau de l'adoption d'un corpus législatif sur la budgétisation sensible au genre et de l'audition de l'Administratrice de l'OIF. À cet effet, le 1er vice-président a réitéré qu'il était essentiel pour l'APF et l'OIF d'harmoniser leurs actions, notamment dans le cadre des programmes jeunesse.

Participer à un tour de table sur le rôle des jeunes parlementaires dans la lutte contre les changements climatiques.

- Les membres du Réseau ont échangé avec leurs homologues sur diverses bonnes pratiques instaurées dans leurs régions pour lutter contre les changements climatiques. La présidente du Réseau a mentionné que la France s'était dotée d'un outil d'analyse de l'impact environnemental de son budget, le budget vert. Celui-ci permet d'évaluer la compatibilité du budget aux engagements de la France comme l'Accord de Paris. La section congolaise a présenté la journée nationale de l'arbre et la section canadienne a indiqué que la Loi canadienne sur la protection de l'environnement avait été modifiée pour y inclure le droit à un environnement sain. Quant à elle, la section cambodgienne a résumé leur Stratégie nationale circulaire pour l'environnement 2023-2030 qui vise entre autres à augmenter l'utilisation des énergies renouvelables, à réduire la pollution et à planter un million d'arbres. La section belge a présenté la Charte pour un enseignement à la hauteur de l'urgence écologique tandis que la section de Wallis-et-Futuna a abordé les enjeux de l'autonomisation énergétique et de la souveraineté alimentaire.

- La 2e vice-présidente a indiqué qu'une formation sur les changements climatiques a été donnée à l'ensemble de la députation québécoise pour renforcer leur capacité d'action et les outiller dans la mise en place de stratégies d'atténuation et d'adaptation. Elle a aussi mentionné le projet de loi 69, Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives, qui a pour objectif de définir la gouvernance énergétique des prochaines années. La députée québécoise a profité du tour de table pour présenter brièvement le marché du carbone et son fonctionnement.

- Le corpus législatif sur les changements climatiques de l'APF et la Déclaration de Can Tho sur la coopération francophone en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de changements climatiques ont été évoqués par des membres du Réseau comme étant des outils à la disposition des sections dans leur lutte contre les changements climatiques.

Statistiques

16 participants

10 sections représentées

Suivis

Le Réseau des jeunes parlementaires se réunira à Québec du 19 au 21 mai 2025. Tous les membres du Réseau ont été invités à prolonger leur séjour afin de participer au 2e Sommet des Présidentes d'Assemblée et de leurs alliés, les 22 et 23 mai 2025.

La présidente a profité de la réunion pour rappeler aux membres du Réseau que la 4e édition de la Classe diplomatique de l'Université Senghor se déroulera du 15 juin au 4 juillet 2025, et qu'elle portera sur la diplomatie francophone face aux enjeux contemporains de la mondialisation.